TL 4717

COMISSÃO PARA OS DIREITOS
DO POVO MAUBERE
Rua Pinheiro Chagas, 77 - 2.º Esq.
1000 LISBOA — PORTUGAL

TIMOR ORIENTAL: LE GÉNOCIDE CONTINUE

Extraits de quelques uns des témoignages les plus récents, recueillis à propos de la 40ème session de la Comission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, qui se tiendra à Genève, du 6 au 16 février 1984.

le 25 janvier 1984

Dili, 7 Janvier 1984

Biens chers...

Encore une fois je vous envoie cette lettre...

... nous sommes à la nouvelle année, année de désespoir tellement les bapas cherchent à en finir avec tous les timorais. Les 2 frères Octávio Jordão et Helder ont encore une fois été arrêtés et jusqu'aujourd'hui on ignore où ils sont. La mère de tous les 2 est morte le 4 de ce mois. En plus des 2 ont été pris aussi Chiquito Calçona, Afonso le mari de Margarida, etc...

À l'intérieur, c'est à dire à Viqueque, les filles de 14 ans font avec eux ce qu'ils veulent. Les ménages suspects meurent serrés l'un contre l'autre sous les trous. A Lospalos c'est la même chose. A la plus petite méfiance ils arrêtent et aussitôt liquidé.

Quant aux visites des étrangers à Timor ils font des plans pour informe sur ce qui se passe ici au Timor avant de venir mais quand ils arrivent ici ils suivent les ordres des bapas, ils ne savent pas se guider eux-mêmes; d'autres reçoivent, sont achetés et alors ils se taisent. Ce qui se passe vraiment ils ne le disent pas.

Changeons de sujet (...)

C'est tout pour aujourd'hui. Je vous envoie les bénédictions... pour tous, baisers de nous tous. Et moi je vous embrasse

...

UNE DES DERNIÈRES LETTRES

TIMOR ORIENTAL - LE GÉNOCIDE CONTINUE...

"Lorsque nous avons appris que le massacre de mille six cents palestiniens dans deux de vos camps à Beyrouth a provoqué des réactions immédiates d'horreur et d'indignation dans le monde entier, nous avons eu un regard de tristesse pour notre sol recouvert aujoud'hui des os de centaines de milliers de patriotes du Timor Oriental. Le blocus que nous oppose notre sauvage agresseur empêche le monde civilisé de connaître ses pratiques barbares et criminelles...".(1)

Seul ce blocus en effet peut expliquer le silence sur le génocide dont le peuple du Timor Oriental continue à être victime. Ce blocus est tellement efficace que le monde a appris seulement à la fin de juin qu'un cessez-le-feu avait été accordé en mars entre les militaires indonésiens et les résistants timorais du FRETILIN. Ce cessez-le-feu était pourtant de toute première importance puisqu' il venait suspendre une guerre qualifiée par le Center of Defense Information (Washington) comme l'une des plus longues et des plus meurtrières du monde actuel.

Hélas l'espoir soulevé par le cessez-le-feu fut bref. Le gouvernement indonésien ne communiqua pas ce fait au Secrétaire Général de l'ONU comme l'exigeait le plan de paix présenté par le FRETILIN et s'efforça même de nier les faits lorsqu'il furent connus. Au mois d'août, 8 jours après que le sénateur australien Bill Morrison ait salué le changement d'attitude de l'Indonésie qui "utilise maintenant des moyens pacifiques" celle-ci lançait une nouvelle offensive militaire. "C'est fini de s'amuser" déclarait le général Benny Murdani, qui promettait: "Maintenant on ne fera pas de quartiers... cette fois-ci les forces armées vont user de touts les moyens à leur disposition pour balayer les membres qui restent du FRETILIN". L'amusement du général avait pourtant déjà coûté la vie à plus de 20 000 timorais!

e sont encore une fois les populations civiles qui sont les premières victimes de la guerre: en réprésailles pour la mort de 15 soldats le 8 août les indonésiens massacraient 200 civils à Viqueque. Des centaines de personnes sont arrêtées pour interrogatoire (600 à Dili, 125 à Baucau, 34 à Viqueque selon l'AFP de Djakarta). Mgr. Ximenes Belo a même reçu un avertissement écrit du "cabinet des affaires réligieuses" pour avoir protesté contre ces arrestations. La famine qui est une constante de la vie des timorais en raison des regroupements de population et des restrictions mises à la circulation des personnes est encore aggravée

---

(1) Message de Xanana Gusmão, commandant-chef du FRETILIN, pour l'A.G. de l'ONU, 1982.

par les opérations militaires auxquelles les timorais de sexe masculin de 12 à 55 ans sont obligés de participer "sans armes".

Même l'aide internationale qui adoucissait légèrement la situation de ces populations leur est refusée: la Crix Rouge Internationale empêchée par les autorités indonésiennes d'exercer librement son action a décidé de cesser les distributions de vivres et de se retirer. En même temps les banques indonésiennes refusèrent les envois que les timorais émigrés en Australie envoyaient à leurs familles, sous prétexte que cet argent servait à soutenir les activités du FRETILIN.

Même lorsque l'Indonésie essaie de cacher sa main de fer dans un gant de velours c'est encore par la force qu'elle obtient les apparences d'acceptation de sa politique par les timorais. Qui pourrait honnêtement penser que le Golkar, parti gouvernemental indonésien, a obtenu 99,5% des votes des timorais et qu'en même temps le pays continue fermé aux visites des journalistes et diplomates étrangers indépendants?

Le remplacement des gouverneurs militaires indonésiens par un civil originaire de Timor en 1982 n'a rien changé, M. Mário Carrascalão est un jouet dans les mains des indonésiens qui lui donnent (1982) ou retirent (août 1983) les pouvoirs qu'ils veulent quand ils le veulent.

Mgr. da Costa Lopes, Administrateur Apostolique de Dili jusqu'en mai 1983 déclarait en septembre à Paris: "Si la population avait voulu être intégrée... elle aurait djà l'intégration depuis longtemps et ne continuerait pas à lutter contre elle depuis 8 ans."

L'Indonésie elle même reconnaît ce fait sans pouvoir l'avouer. Dans des documents secrets appartenant à un manuel militaire capturé par le FRETILIN et dont l'authenticité a été établie par Amnesty International on ne lit-on pas: "Les membres du GPK (2) sont issus des fils du pays qui portent les aspirations du peuple" et aussi "la population fait plus confiance au GPK qu'à l'armée indonésienne", ou encore que les timorais incorporés dans l'armée "sont membres de l'armée indonésienne en façade, mais, en vérité, ils sont toujours sympathisants du GPK".

L'Institut d'Aide Légale, organisme indonésien de Défense des Droits de l'Homme, obligé à une grande prudence sur ce thème est toutefois intervenu plusieurs

---

(2) GPK, Mouvement pour la déstabilisation de la sécurité, nom donné par les militaires indonésiens au FRETILIN.

fois ces derniers temps pour exiger le respect des droits des timorais, et son président, l'avocat Nasution a décleré en juillet devant une mission parlementaire australienne que l'Indonésie n'avait aucune revendication historique sur le territoire du Timor Oriental et que "s'il y avait un débat ouvert en Indonésie sur ce problème les intellectuels au moins rejetteraient l'intégration du Timor Oriental qu'ils classifient de honteux et triste".

En novembre dernier, et pour la première fois, la Conférence Episcopale catholique d'Indonésie a aussi réclamé le respect des droits de l'homme à Timor dans une lettre où elle exprime sa solidarité avec les timorais: "Nous sommes de tout coeur avec vous tous mais particulièrement avec ceux qui ont perdu leurs parents, leurs enfants, leur famille proche et leurs amis...".

Pour lutter contre les aspirations d'un peuple qui malgré le massacre de plus d'un tiers de sa population continue à refuser l'annexation par la force l'Indonésie se voit contrainte d'utiliser des moyens sans cesse plus violents et à rejeter les principes les plus sacrés des Droits de l'Homme et de l'Organisation des Nations Unies.

Quelques unes des recommandations du manuel militaire indonésien cité ci-dessus en sont la preuve:

- "Il faut nommer un informateur pour 10 familles".
- "Il faut faire une liste complète des habitants des villages en mentionnant chaque occupation".
- "Il faut organiser des rondes pour éviter les réunions clandestines".
- "Il faut interdire aux habitants d'aller travailler seuls dans les champs".
- "Chaque habitant doit avoir un permis de voyage pour quitter le village".
- "Il faut surveiller les fonctionnaires que de temps en temps s'expriment de manière négative".
- "Il faut éviter les prises de photos qui peuvent reflécter les tortures".

Mais bien au-delà de ces recommandations les témoignages qui nous viennent du Timor Oriental montrent combien sont maltraités les droits les plus élémentaires de ce peuple.

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

- TÉMOIGNAGES -

Le 3 Novembre 1983, dans une lettre qui a échappé à la censure un prêtre catholique écrit: 'Ce moyen de communication ne permet pas d'être concret. Mais il suffirait de dire tout ce que vous savez... car ici tout continue à se répéter avec le même fracas et amertume, et le blocus hermétique de plus en plus serré ne laisse pas entendre lâ-bas les voix de la vérité, les descriptions de la réalité'.

Donc, et bien qu'ils puissent paraître désactualizés, les témoignages que nous reproduisons ci-dessous continuent malheureusement à être actuels. (Voir aussi AFP - Djakarta /12/82).

Le Fretilin a réussi, profitant du cessez-le-feu de 1983, à envoyer à l'extérieur des documents (écrits, photographés et enregistrements) qui laissent quiconque horrifié: comme la scène de ce commandant indonésien du bataillon 745 qui en 1979 mangea le coeur d'un membre du Fretilin (Miguel Monteiro) devant la population, des camps voisins de la mission catholique de Furloro, réunie pour assister à cette scène macabre.

Pour ne pas nous étendre excessivement nous nous limitons à compiler des témoignages de 1982, mais non encore divulgués, du clergé de l'église catholique du Timor Oriental et à citer de brefs extraits des documents secrets indonésiens qui donnent un autre éclairage du problème. D'autres documents vont en annexe.

Les témoignages du clergé, ceux du Fretilin et les documents militaires secrets capturés aux indonésiens se complètent et se confirment les uns les autres.

Les documents que nous citerons avec le plus de fréquence sont les suivants:

Doc. 1 - Information sur la situation socio-humaine dans les zones de Ossu, Viqueque, Uato-Lari et Uato-Carabau. (Abril 1982). Document elaboré par un prêtre catholique (10 pages).

Doc. 2 - Information sur la situation de quelques zones du Timor Oriental, écrite par un prêtre catholique (5 pages) Mai 1982.

Doc. 3 - Lettre d'un prêtre catholique. 27 Dècembre 1982.

Doc. 5 - Manuel militaire indonésien capturé en Dècembre 1982 par le Fretilin et dont l'authenticité a été établie par Amnesty Internationnal.

ANNEXES

A - Témoignage d'un supérieur religieux du Timor Oriental publié dans le supplément de la revue de l'Asia Partnership for Human Development (Juillet/Août 1983).

B - Témoignages de timorais exilés en Australie et publiés dans le bulletin du Centre de Culture et Information HADOMI (Août 83).

C - Un annexe de l'intervention des pays africains de langue portugaise à l'ONU sur la situation socio-économique dans les zones du Timor Oriental occupées par l'Indonésie. Document élaboré par le Fretilin et publié par le Conseil de Sécurité. (26/10/83).

D - Document du Fretilin sur les massacres au Timor Oriental (1983)

C - Un annexe de l'intervention des pays africains de langue portugaise à l'ONU sur la situation socio-économique dans les zones du Timor Oriental occupées par l'Indonésie. Document élaboré par le Fretilin et publié par le Conseil de Sécurité (26/10/83).

D - Un document du Fretilin sur les massacres au Timor Oriental (1983).

MASSACRES

'Le 7 Novembre 1978, le Liurai Adelino de Carvalho s'est rendu au poste de Uato--Lari avec tout le peuple qui se trouvait avec lui. Dès qu'ils se rendirent ils furent arrêtés et emprisonnés durant 3 mois. Ils furent libérés en Janvier 79. Le lecteur imagine ce qui leur sera arrivé pendant les 3 mois dans la prison.

En Février 1979 il y eût une attaque du Fretilin contre un autocar. Dans cette attaque moururent 6 personnes dont un javanais. Cet évènement servit de prétexte pour que tous ceux qui avaient été libérés en Janvier soient de nouveau emprisonnés le 9 Avril. Et sans jugement ni enquête ils furent tous éliminés les 15, 16 et 17 Avril, à Ulsu, Uato-Lari, Lia Sidi, Saqueto et Be-Aço. Quelques uns des condamnés s'enfuirent de nouveau dans le maquis, parmi eux le liurai Adelino de Carvalho.

Les noms des victimes:

(suivent 118 noms, 116 hommes et 2 femmes, avec le nom du village d'origine).

En tout 118 (cent dix-huit) personnes. Ce sont les noms de ceux qui ont été tués. De beaucoup d'autres disparus il n'y a pas de nouvelles'.

(Doc. 2)

'La majorité des adultes et jeunes instruits ont été exterminés; parmi eux des centaines et des milliers d'élèves des missions, séminaristes et ex-séminaristes, en plus des élèves des collèges des missions, cours des lycées et techniques, et de ceux qui étaient revenus des écoles du Portugal. Tout ces gens furent recherchés au peigne fin (et continuent à l'être) pour être liquidés sous un quelconque prétexte: ce qui importe en vérité c'est de présenter le peuple du Timor Oriental comme un peuple pauvre, ignorant, stupide, analphabète... et donc incapable d'indépendance'.

(Doc. 3)

EMPRISONNEMENTS ET TORTURES

1982 - 'Le vendredi-saint les javanais arrêtèrent à Viqueque quelques éléments du Front que vivaient dans la ville depuis 2 ou 3 ans. Le mardi antérieur, 6 Avril, étaient arrivés à Viqueque Lucas (Maître Lucas de Atsabe) et Filomeno Paixão, anciens commandants du Front, qui travaillent maintenant pour les javanais et font les interrogatoires aux prisonniers. Le mercredi 7 une femme fonctionnaire de la KUD (coopérative) fut brutalement battue chez elle par les javanais. Le vendredi-saint ils arrêtèrent les hommes et ensuite ils emmenèrent (NN...). Ceux de la coopérative furent accusés de contacts avec les guerilleros du maquis, leur envoyant des cigarettes et d'autres choses et d'être des intermédiaires pour les lettres du Front pour ceux de la ville.

Mais d'autres sources disent que les lettres furent écrites ici et ensuite lancées dans le maquis, puis renvoyées en ville (N...).

Les prisonniers après interrogatoire et brutalités au Kasi i/intel à Viqueque furent mis dans l'hélicoptère. Comme il n'y avait plus de place quelques uns furent mis dans la malle de bagages.

À Uato-Lari, fin Mars et mi-Avril 36 personnes furent arrêtées; 6 à Uato-Carabau, parmi eux un zélateur de la mission (N...). Un guerillero originaire de Baguia a été arrêté par les javanais, il fut emmené à Uato-Carabau et commença à dénoncer la population. Il déclara qu'une femme appelée Isabelle lui fournissait de la nourriture pour le maquis. Les javanais convoquèrent donc toutes les femmes appelées Isabelle et les alignèrent. Le prisonnier devrait indiquer quelle d'entre elles était la traîtresse. Mais il ne découvrit pas cette Isabelle. Ils firent donc rassembler toutes les femmes d'une agglomération qui n'étaient pas Isabelles et le prisonnier désigna l'une d'elles. Cette femme fut immédiatement arrêtée et emmenée on ne sait où.

(...)

Les javanais exécutent ou font exécuter les prisonniers la nuit. Ils sont emmenés dans la forêt et là ils les tuent. Une autre méthode est le lancement d'hélicoptères en vol.

(...)

Les javanais sont concentrés dans les villes ou les grosses agglomérations au milieu des civils où ils créent la terreur pour dominer la population concentrée de force. Une fameuse section du KODIM, le Kasi i/Intel (Police Secrète/militaire) est la terreur de la population. Elle arrête et torture les victimes qui lui tombent sous la main pour en extraire des confessions forcées, brûlures de cigarettes et chocs électriques, deux des nombreuses méthodes employées. En prison ils obligent les anciens prisonniers à frapper sur les nouveaux prisonniers'.

(Doc. 1)

Un des documents secrets de l'armée indonésienne s'intitule: 'Comment interroger les prisonniers'.

Bien qu'il semble vouloir limiter les pratiques de torture en recommandant que les traitements 'rudes' ou 'brutaux' ne soient utilisés que dans certains cas, il finit par officialiser ces traitements puisqu'il recommande son emploi 'seulement' si les personnes 'sont têtues' ou si 'elles donnent des réponses peu claires et vagues'.

'Si des méthodes rudes sont employées personne ne doit le savoir pour éviter l'antipathie de la population'. 'Il faut éviter de tirer des photographies qui puissent refléter les tortures'. 'Photographier au contraire les prisonniers lorsqu'ils mangent, ou ceux qui descendent des montagnes et serrent la main à ceux qui sont déjà descendus. Ceci dans le but de les divulguer et faire baisser le moral de ceux qui sont encore dans les montagnes'. 'Il faut donner aux prisonniers la certitude qu'ils seront traités normalement. Afin de combattre les rumeurs qui circulent dans la population selon lesquelles l'armée indonésienne abat toujours ceux qui se sont rendus'.

(Doc. 5)

VIOLENCES SEXUELLES

'Dans la plupart des cas les femmes arrêtées sont emmenées aux postes et casernes militaires sans formulation claire du 'crime' commis. Dans la plupart des cas il est prouvé que les arrestations de femmes ont pour motif la bestialité sexuelle et la sauvagerie des javanais et de leurs laquais.

Dans la plupart des cas comme on l'a dit c'est pour cela qu'ils arrêtent des femmes, ou alors ils donnent une couleur politique ou militaire au 'problème'.

Zita Pires, Benvinda Belo et Maria sont quelques-unes des victimes dans les prisons de Uato-Lari. Elles furent soumises à de longs interrogatoires complètement nues; et ensuite violées et tuées. Ceci en 1979. D'autres sont sorties des prisons enceintes, fruit du viol et de la bestialité des javanais. Ils profitent des prisonnières pour satisfaire leurs instincts'.

(Doc. 2)

1982 - 'Le vendredi-saint après-midi, après que les prisonniers aient été emmenés de Viqueque en hélicoptère, un lieutenant-colonel javanais est allé à la maison d'un des prisonniers ou se trouvaient seulement sa femme et les enfants (N...). Au milieu de paroles vulgaires et brutales il voulut violer cette femme; lui proposa de venir dormir avec elle à la nuit. Voulut l'embrasser, etc... tout en lui disant d'oublier son mari et de commencer une vie nouvelle avec lui car son mari était maintenant prisonnier et qu'on ne savait pas quand il reviendrait. Ensuite la femme se réfugia en pleurs chez ses voisines. (...)

Aprés les arrestations les javanais invitent les épouses des prisonniers pour leur faire la cuisine une nuit quelconque; ils les obligent à rire sans cesse, à se réjouir et à danser. Les victimes obéissent aveuglement pour éviter de nouvelles représailles, riant elles-même de la comédie qu'elles sont obligées de faire. Elles se sentent comme des poupées mais sont obligées de le faire, contre leurs sentiments de femmes, d'épouses et de mères'.

(Doc. 1)

'Pour recevoir 'surat jalan' - laisser passer - les gens du peuple, surtout les jeunes-filles, doivent souvent se soumettre à des manques de respect à leur dignité depuis des paroles et gestes jusqu'à des actes vils et (...) obtenus par la force des armes.

Mercredi 30 Mars (1982) un groupe de personnes de Venilale venait à Viqueque pour le marché de jeudi. La nuit tombait lorsqu'ils étaient à Buanurak et ils furent à la maison de parents pour passer la nuit. Apparurent ensuite la BABINSA et quelques HANSIPS dont le commandant Jacob, demandant les papiers qui apparement étaient en ordre. Après avoir beaucoup argumenté et sous divers prétextes et menaces ils les obligèrent à dormir avec eux et les violèrent sous la menace des armes. Il y avait des femmes mariées et des jeunes-filles, même de 14 ans'.

(Doc. 1)

INTERROGATOIRES ET DÉNONCIATIONS

'Quand les javanais prennent quelqu'un ils le torturent jusqu'à la limite des forces humaines, ensuite ils obligent à dénoncer d'autres personnes, y compris d'autres innocents, ou à confesser des 'crimes' que les prisonniers n'imaginaient même pas. Les tortures utilisées sont les coups, l'usage de cigarettes pour brûler, les chocs électriques, pendant l'interrogatoire ils étranglent momentanément la victime; mettent les doigts du pied de la victime sous les pieds d'une table et un groupe de javanais saute sur la table; arrachent les ongles; interrogent les personnes nues brûlant le corps tout entier y compris les zones vitales, etc...'.

(Doc. 1)

'Continuellement il y a quelqu'un accusé d'un 'crime' quelconque. L'accusation pourra être basée sur un fait concret mais souvent aussi il n'y a pas l'ombre d'une raison de plainte contre les prisonniers. Toutefois, sans encore savoir clairement si l'accusation est vraie ou fausse le prisonnier est déjà torturé pour ses 'crimes'. Les interrogatoires sont faits entre chocs élèctriques, brûlures de cigarettes, coups violents qui épuisent la résistance physique des prisonniers et les mettent à leur disposition.

On ne recherche pas la vérité. Les javanais croient leurs informateurs dont l'unique préocupation est par ailleurs d'arranger davantage de victimes pour augmenter la ration de riz ou de sucre qu'ils reçoivent dans ces cas'.

(Doc. 2)

'Quelques espions sont des fonctionnaires (hommes et femmes) bien payés par eux. D'autres sont des femmes de mauvaise vie ou leurs 'nonnes'. À Viqueque le bourreau est Naim Bakri, un lieutenant de l'armée javanaise. Quelques espions mettent leurs femmes à la disposition des javanais'.

(Doc. 1)

Le document secret indonésien 'Méthodes de défense civile pour briser le GPK' dit:

Il faut savoir 'combien de personnes originaires de tel ou tel village sont encore dans les montagnes et quels villages sont connus pour avoir des sympathies envers le GPK. Quels villages sont suffisament riches pour alimenter les éléments du GPK... Beaucoup de villages sont encore fragiles et influencés par la propagande du GPK'.

Il faut 'vérifier au sein de la population de chaque village les habitants qui sont encore dans les forêts et prendre note du nom, age, niveau d'education, local où réside l'épouse, les frères, les enfants'. Les personnes venues des montagnes doivent être isolées du reste de la population.

'Il faut tenir une liste de tous les villageois, surtout de ceux qui ont appuyé le Fretilin dans le passé'.

'Il faut surveiller les fonctionnaires qui, de temps en temps, s'expriment de façon négative'.

'Il faut détecter les personnes qui ont encore des relations avec le GPK par des méthodes de surveillance quotidienne'.

'Il faut dresser la liste complète des habitants des villages en mentionnant chaque occupation'.

Et le document 'Comment protéger les habitants des influences du GPK' recommande:

'Il faut renforcer le contrôle des populations des villages'.

'Il faut nommer un informateur pour 10 familles'.

'Il faut organiser des rondes pour éviter les réunions clandestines'.

(Doc. 4)

FÊTES ET TERREUR

'Les cultures sont restées abandonnées durant des mois; maintenant encore alors que ce n'est plus la saison des mobilisations beaucoup de champs sont abandonnés parce que les hommes font des rondes ou sont convoqués pour des réunions de mentalisation par lesquelles ils prétendent distraire et amuser le peuple. Quand il y a une fête c'est le peuple qui va chercher le vin pour que les 'grands' puissent boire. Ensuite ils sont obligés ou convaincus de danser des nuits entières pour être contents. Il n'y a 'tebe' et bals qu'avec l'autorisation et sous le contrôle des javanais. Quand ils veulent un spectacle, ils convoquent la population et les enfants des écoles pour chanter et danser, inventant des prétextes de fête.

Les enfants chantent et déclament des poésies à la gloire de 'la mère Indonésie, la chère patrie, ornée de beaucoup de jolies plages et de cocotiers', alors que l'estomac continue vide et les javanais rient avec éclats, applaudissent et se tournant vers la population disent: 'Baqus'. Ayo, semua tepuk tangan'. (Très bien'. Nous allons tous applaudir).

(...)

À Uato-Lari, pour célébrer le jour de Kartini, une femme javanaise morte le siècle dernier - 21 Avril - les javanais ont ordonné d'organiser une série de concours. Ils ont fait un concours de cuisine avec les menus fixés par les javanais. Ensuite les javanais mangèrent ce que les diverses 'délégations' régionales avaient cuisiné afin de choisir les meilleures.

Il y eut un autre concours pour Miss Uato-Lari: les jeunes-filles ont été obligées à défiler devant eux; ensuite ils choisirent l'étoile.

Tout cela dans une situation de guerre, de menaces, d'emprisonnements et de mort. Malgré la faim, l'anxiété, la tristesse et l'angoisse dans laquelle vivent les populations, la population est obligée de suivre comme des automates les ordres les plus stupides des javanais et de leurs laquais pour éviter plus de difficultés et de représailles .

(...)

Le vendredi-saint, 9 Avril 1982, à Viqueque quelques hommes furent emprisonnés, parmi eux un commandant Rai Lakan (N...). Le lundi de Pâques, 12 Avril, les javanais organisèrent un bal pour lequel furent convoquées des épouses des prisonniers du vendredi. Elles durent faire la cuisine. Ensuite il y eût une session de mentalisation au cours de laquelle le KODIM dit, entre outres choses, que les personnes emprisonnées le vendredi étaient des traîtes. Il demanda ensuite à la population ce qu'ils méritaient. Il répète la question deux fois et ce n'est qu'à la troisième qu'une voix répondit qu'ils méritaient un châtiment. Ensuite tout le peuple cria aussi qu'ils méritaient un châtiment.

(...)

À la mi-Avril tous les Liurais et personnes influentes des populations de Lospalos, Baucau, Viqueque et Manatuto, ont été convoqués à Dili pour un 'PENATARAN' - recyclage. Le commandement de UDAYANA a ensuite édité un volume d'environ 300 pages avec les discours du commandant du KOREM, en indonésien et traductions en Tétum, macassae, macassae de Ossu, fatulaco, galoli et naueti. Les Liurais furent endoctrinés à désacréditer l'évêque du diocèse et les prêtres. Il dit entre autres choses que l'évêque est un menteur. (...)

Le commandant du KOREM distribua ensuite aux liurais de nombreux chapelets pour distribuer. Ils furent aussi chargés de se rapprocher des prêtres, catéchistes et zélateurs pour les informer de la situation et des mensonges de l'évêque'.

(Doc. 1)

C'est un climat de terreur qui existe et qu'ils veulent imposer pour dominer et empêcher la révolte de désespoir du peuple opprimé: les arrestations nocturnes et les disparitions continuent sans en rien diminuer (quelles angoisses vivent ces jours-ci les familles même à Dili avec les arrestations et sans savoir où sont leurs parents. Quels massacres honteux depuis Septembre - sans aucune mesure...). Les zones de Ainaro, Same, Alas ont eu des centaines de personnes arrêtées, disparues, massacrées, ou simplement poignardées et jetées dans les précipices des montagnes, des agglomérations et écoles réduites en cendres

devant l'angoisse des missionnaires qui les ont construites; des centaines et des centaines de personnes qui arrivent encore ligotées à l'île de Ataúro; des scènes macabres, spécialité javanaise au Timor: têtes coupées, exposées en public, arrivée du commandant pour donner plus de solennité à cet acte et se faire photographier au milieu des dépouilles; cadavres trainés dans les rues par une voiture et brûlés ensuite devant la population rassemblée au 'marché'; personnes brulées vives comme récemment à Ainaro.

À Manatuto, le 11 Novembre dernier (1982), vers 3 heures de l'après-midi les commandants indonésiens présentent à la population fonctionnaires, jeunes, 3 ou 4 têtes décapitées; un militaire lève une de ces têtes qui semble d'une fillette, il la lève par les tresses; peu aprés un autre militaire avance vers cette tête, y enfonce un poignard, tourne le poignard pour elargir le trou, retire la lame, saisit la tête coupée et boit ce mèlange de sang et de cervelle... C'est cela qui se passe à Timor, c'est cela que fait l'armée régulière indonésienne. Le génocide du peuple du Timor Oriental n'est pas 'l'éventuel génocide' c'est le génocide en cours que l'armée indonésienne à déjà réalisé en grande partie et qu'elle continue à exécuter'.

(Doc. 3)

PARTICIPATION FORCÉE À LA GUERRE

'J'ai parcouru les zones de Ossu, Viqueque, Uato-Lari et Uato-Carabau pendant un mois.

Sur tout le chemin, au long de toutes les routes, de 20 en 20 ou de 50 en 50 ou de 100 en 100 mètres, il y a un poste de garde, seulement avec des éléments timorais. Le poste de garde est un cabanne de feuilles de tali ou d'herbes où ils dorment (...) . Auprès de la cabanne il y a un feu et une casserole mais il n'y a pas de distribution de rations. Ils doivent emmener la nourriture de chez eux et ils restent de garde toute une semaine, se remplaçant les uns les autres. Ils reviennent au village seulement lorsqu'arrivent ceux qui les remplacent. Tous les hommes valides sont obligés de monter la garde, depuis les presque enfants jusqu'aux vieillards aux cheveux tous blancs, faibles et fatigués. Ils montent la garde mais désarmés. De nuit ils allument des feux, points lumineux le long des routes. Le jour ils sont aussi obligés de rester dans ces postes, beaucoup dorment parce qu'ils n'ont rien à faire.

Pendant ce temps les cultures sont abandonnées et la famine augmente. Ces postes ont au maximum 4 personnes, en plus de la faim ils sont exposés à toutes les intempéries, à la pluie et au froid. Beaucoup n'ont pas de vêtements, seulement un 'langotim'. En plus ils sont isolés, obligés de monter la garde dans les postes les plus éloignés.

(...)

Les javanais ont peur de se déplacer seuls dans le maquis. Ils organisent le 'pertahanan sipil - hansip' défense civile, et font du recrutement forcé dans les villages. Ce sont ces 'hansips' qui vont dans le maquis, ce sont eux aussi qui montent la garde dans les KORAMIL. Ainsi leurs champs sont abandonnés. Beaucoup marchent déchaussés transportant une arme sans même une munition de réserve comme quelqu'un transporte un bout de bois sur l'épaule. Lorsqu'ils vont dans le maquis ils emportent 1 Kg de riz pour 15 jours et 3 boîtes de T2 qui contiennent un peu de sucre, thé, chocolat et quelques bambons . D'autres fois les boîtes de T2 contiennent du riz déjà cuisiné avec beaucoup de poilles.

En plus il y a aussi la compagnie RAI LAKAN, composée d'anciens combattants du Front; ils sont environ cent et quelquechose; ils sont obligés de combattre dans les forêts. Mais ils se méfient d'eux aussi. À Viqueque beaucoup ont déjà été désarmés. Fin Mars environ 40 furent désarmés. Le dernier cas de désarmement fut mercredi aprés Pâques 1982. Le commandant de Compagnie fut arrêté et les commandants de peloton envoyés à Dili sous prétexte d'un recyclage, désarmés et tous envoyés dans l'île de Ataúro.

Il y a encore un 'KOMPI BANTUAN' - compagnie auxilliaire RATI composée de timorais et commandée par un liurai, José de Wessoru.

Tout ce personnel passe la vie armes à la main. Toutes les patrouilles sont faites par les timorais au milieu de qui il y a toujours quelques javanais. Entre Ossu et Viqueque on voit

quelques éléments armés dans les postes de garde mais dans les autres zones il n'y a que des civils désarmés.

(...)

Comme la résistance continue intense en divers endroits avec l'appui moral et en certains cas physique et logistique des populations les javanais engagèrent toute la population civile dans la lutte. 'GERAKAN' est le nom de la mobilisation générale de tous les timorais du sexe masculin, de 12 à 55 ans et plus, pour qu'ils aillent dans les montagnes et les forêts à la recherche des guérilleros du Front. Ils vont désarmés, sans provisions, armés à peine de bambous et bâtons pour capturer les guerilleros. La concentration générale s'est faite autour du mont Matebian. Des milliers de timorais furent obligés à prendre part à cette comédie. L'encerclement s'est fait comme lorsque les enfants jouent: on donne les mains puis on avance en serrant le cercle afin de ne laisser échapper personne.

Ils ne rencontrèrent pas les forces du Front. Ils rencontrèrent des civils qui étaient aussitôt assassinés aussi bien hommes que femmes et enfants sans distinction. Les victimes étaient tuées par les hansips a coups de bâtons sur la tête ou de poignards'.

(Doc. 1)

'Ils mobilisent en ce moment dans la zone Est, par la force, tous les garçons; 200 ou plus par village, pour les emmener avec les compagnies indonésiennes qui arrivent continuellement et vont pour les zones de combats. Beaucoup de ces jeunes servent de cibles pour les soldats indonésiens'.

(Doc. 3)

Un des documents indonésiens appelé 'Comment organiser la défense civile' est entièrement consacré à ce point (12 pages) et indique comment engager vieux et enfants dans les tâches de défense civile. Un autre, sous le titre de 'Comment développer les organizations para-militaires' enseigne à être vigilant pour éviter les infiltrations du Fretilin.

(Doc. 4)

CAMPS CONTRÔLÉS

'Le regroupement forcé des populations, en plus de la violence qu'il constitue en lui-même a d'autres consèquences néfastes, la première étant la famine'.

'Une des raisons de la famine est la concentration forcée'.

(Doc. 1)

'... système habitationnel du type camp de concentration'.

(Doc. 2)

'Si c'est un peuple affamé c'est parce qu'il est obligé à être enfermé dans des agglomérations artificielles au bord des routes, loin de ses champs, cultures et plantations'.

(Doc. 3)

'Pour d'autres les champs sont très loin parce qu'ils ont été transférés dans les agglomérations principales. D'autres villages ont été transférés et leurs habitants réunis autour de la ville de Baucau'. (Documment Annexe A)

'Chaque habitant doit avoir une autorisation de voyage pour sortir du village'.

(Doc. 4)

FAMINE

'Sous le prétexte de participation à l'effort pour résoudre le problème de Timor et vivre en paix les javanais obligent toute la population à participer aux opérations militaires, et à toutes espèces d'activités qu'ils inventent pour distraire la population et l'amuser.

Ainsi ils retirent le temps dont le peuple a besoin pour travailler ses champs provoquant la famine qui torture continuellement la population, en plus des tortures des javanais. Le peuple ne peut même pas sortir de la zone du poste, du village ou de la ville au-delà d'un diamètre de quelques centaines de mètres; même les déplacements sont contrôlés:

ils ne peuvent se déplacer par des raccourcis, seulement sur les routes; ils ne peuvent dormir une nuit hors de la ville, dans leurs champs par exemple. Tous les hommes sont dans la mobilisation générale du côté de Aitana de Juillet a Septembre 1981, ce qui aggrave encore les conditions de vie.

Résultat: à Uato-Lari ce sont les femmes qui durent cueillir le nele; à Viqueque il y a manque de maïs et riz; les réserves d'alimentation pour le temps des pluies de 1981/82 sont nulles; en 1982/83 la situation sera encore pire. Les champs de Uato-Lari fournissent encore quelquechose (Uato-Carabau aussi) pour les autres zones. La production de maïs est presque nulle. S'il y a une autre mobilisation la situation sera désespérée .

A Ossu et Viqueque la population subsiste avec le nele et la production de Uato-Lari. Mais comme le KOREM de Dili achète aussi à la même source et que la force économique du peuple est presque nulle il ne pourra plus acheter de vivres; cela s'aggravera quand les prix monteront à cause de la pénurie.

Jusqu'à maintenant la population subsiste avec les racines surtout avec le manioc'.

(Doc. 2)

'Le 3 Mars 82 a Venasse nous avons vu un long cortège de gens sur la route, hommes, femmes et enfants, jeunes et vieux trainant des troncs de tali pour faire le sagu. La faim s'étend et difficulte la vie des populations. A Baguia la situation est de faim et misère extrèmes. Il n'y a rien à espérer des terres et cultures et ils vont jusqu'à Uato-Lari et Bé-Aço acheter des vivres. Une des raisons de la faim est la centration forcée de la population dans les villes'.

(Doc. 1)

'Il faut interdire aux habitants d'aller travailler seuls dans les champs'.

(Doc. 4)

(Lire aussi les Annexes A et C)

DÉVELOPPEMENT

'Ce peuple est réduit à un état d'expropriation et de misère qu'il n'a pas connu au cours de son histoire. L'armée indonésienne attaquante a volé, surtout les trois premières années, les richesses que ce peuple avait accumulé, même de l'argent et de l'or en quantité notable; elle a réduit en cendres les maisons, des agglomérations entières qui n'existent plus, les précieuses plantations de café; l'armée s'est approprié les bénéfices de ce qui reste du café; les projets agricoles des envahisseurs sont illusoires et recouvrent à peine l'abandon général des cultures du peuple timorais et canalisent aux mains des officiers indonésiens les milliers de dollars que le CRS des évêques américains attribue a Timor... en pensant à son peuple; celui-ci ne les voit pas ni ne sait ce qui en est fait. Pour cela lorsque l'on dit que le peuple de Timor 'est un peuple pauvre' il faudrait en toute justice ajouter 'Le peuple de Timor est pauvre aprés le dépouillement et le vol permanent auquel il est soumis par l'Indonésie'. Dire seulement: 'Le peuple de Timor est un peuple pauvre' va servir comme ils le recherchent sans cesse à couvrir les crimes que cette armée exécute en soulignant qu'ils ont fait et donné à la population des progrés évidents. Ce sont les indonésiens qui tirent profit de ce qui se fait ici'.

'Si le peuple de Timor est (?) un peuple pauvre, pourquoi le pillent-ils depuis 7 ans (et amassent-ils dans des mains indonésiennes les grandes sommes envoyées de l'étranger). Si c'est un peuple affamé, et il l'est, c'est parce qu'il est obligé à rester enfermé dans des agglomérations artificielles au bord des routes, loin de ces champs, cultures et plantations? S'il est un peuple ignorant, analphabète... pourquoi assassinèrent-ils en masse ceux qui avaient de l'instruction, massacrèrent-ils en priorité les étudiants sous le prétexte qu'ils étaient... communistes! Si le peuple est pauvre et malade... pourquoi les hopitaux sont-ils dans le plus grand abandon et saleté, sans assistance médicale, infirmières et avec une alimentation misérable?'

(Doc. 3)

ÉLECTIONS ET AUTODÉTERMINATION

'Le peuple du Timor Oriental a exercé son droit à disposer de lui même et à choisi l'intégration dans la République Indonésienne le 17 Juillet 1976'.
(Note indonésienne pour la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU - 3 Février 1983).

Le 17 Juillet 1976 le Parlement indonésien à Djakarta a voté la 'loi de l'intégration', cette intégration avait été demandée par une 'Assemblée populaire représentative' de 28 membres, 28 timorais choisis par les indonésiens moins de 6 mois après l'invasion.

'Celui-ci (le peuple du Timor Oriental) a même exercé ses droits politiques lors de l'élection générale du 4 Mai 1982'.
(même note indonésienne).

Le seul résultat de ces élections: 99,5% des votes en faveur du parti au gouvernement à Djakarta est en lui-même éloquent, mais voyons en témoignage:

'Depuis l'an dernier les javanais obligeaient la population à s'inscrire pour les élections de cette année 1982. Depuis le début de Mars ils ont commencé à faire des maisonnettes entourées de palissades, du genre d'enclos pour le bétail, qui servent pour les sessions de propagande et pour les élections. Dans toutes les agglomérations, villages, camps on voit des maisons du même type, toutes dans un terrain dégagé. Les partis pour lesquels on va voter sont trois partis indonésiens. Les fonctionnaires sont tous obligés de voter pour le GOLKAR. La population toute entière est obligée de participer aux comices. Dans ces comices ils apprennent à la population à voter, et à voter seulement pour le GOLKAR, dans l'urne nº 2 (il y a trois urnes) pour le parti du gouvernement, appelant à l'unité qui est un leurre pour avoir le peuple dans leurs griffes.
Même les enfants de 14 ans vont voter. Aveugles et malades tout le monde doit se présenter. A Ossu lors de l'un de ces exercices ils ont emmené un vieil aveugle appuyé sur la canne à l'urne nº 2 et l'aidèrent à'voter'.
Les comités responsables pour les élections obligent les éléments influents aux yeux de la population à participer, y compris d'anciens éléments du Front, d'anciens prisonniers qui ont été violemment battus, chocs électriques, etc... Ils sont obligés de parler contre leur conscience, leurs convictions, obligés de mentir au plein jour.
Sur les listes d'élections ils inventent des noms pour augmenter le nombre. A Bé-Aço ils ont inventé une centaine de Marias qui ensuite lors des appels n'apparaissaient jamais. Finalement toute la population était là sous les canons des fusils. Dans les divers locaux où se dérouleront les élections ils envoient des troupes qui vont contrôler la zone et les élections. Mais le Timor Oriental n'a rien à voir avec ces partis indonésiens. Le Timor Oriental doit se décider sur son destin, pour l'indépendance ou pour une autre solution. Dans les comices ils disent que la population est libre de choisir, de voter pour qui elle veut mais qu'il est obligatoire et meilleur de voter au centre, pour le parti du gouvernement indonésien. (...) Tout le peuple reçut l'ordre de se présenter en ville pour la manifestation du GOLKAR le 27 Avril, mardi, sur le terrain de foot-ball. Ensuite ils commencèrent à crier, a crier toujours 'vive le GOLKAR'. (...) Cette nuit il y eut un bal du GOLKAR sur la place du marché de la ville. Beaucoup dansèrent pour éviter la méfiance des militaires et des 'apôtres' du GOLKAR.
Le 28 Avril à Viqueque, tout le monde dut aller pour son poste de vote pour entendre l'appel de son nom et recevoir la carte d'appel pour voter le 4 Mai. Ils firent payer 200 roupies pour chaque électeur pour les dépenses d'alimentation et boisson des fonctionnaires des élections.
Après tant d'entraînements, le 4 Mai, la population fut 'à l'urne du centre'. Avant les militaires étaient passés dans les maisons pour controler le nombre d'habitants et de visites. Sur le lieu des élections il y a une tente avec 2 portes pour 2 pièces. Dans chaque pièce il y a 3 urnes. Les urnes de la première pièce sont jaunes, celles de la deuxième sont blanches. Les rideaux sont verts et jaunes. Où il n'y a pas de rideau on utilise une natte. Là, dans les pièces il y a 7 personnes, 3 du comité d'élection, 3 témoins et un fonctionnaire, celui-ci enregistre le numero du carton d'appel sur une liste et rend le carton. Ensuite on fait l'appel des numeros enregistrés. Puis on remet le carton à ceux du comité et eux donnent un carton jaune pour l'introduire, selon ce qu'on a enseigné et essayé, dans l'urne du centre, du parti du gouvernement. Les témoins assistent à toute la scène. Sortant de la première pièce l'électeur reçoit un carton blanc pour l'introduire dans l'urne du centre de la 2ème pièce.

Ainsi finit la comédie. Avant cela ils ont distribué des milliers de chemises du GOLKAR dans tout Timor et des affiches pour afixer et coller partout. Ils veulent créer un air de fête et liberté tandis que militaires et hansips armés de fusils surveillent tous les mouvements des personnes terrorisées'.

(Doc. 1)

'Si le peuple est content, s'il veut l'intégration, s'il aime être colonie indonésienne, que font ici tant de bataillons de troupes d'élite (topi merah - bonnets rouges), diverses espèces de forces militaires, polices, appareil colossal de gens payés pour suivre de près nuit et jour jusqu'aux plus simples gens? Que signifient ces innombrables chars et voitures et motos d'immatriculation militaire qui tournent continuellement dans les rues et sur les routes? Si le peuple est content et si ses problèmes sont résolus avec l'annexation, que font les tanks qui patrouillent les rues de Dili la nuit? Qui ne les entend pas la nuit peut voir les traces des chevilles sur le sol des rues. Si le peuple est content pourquoi les patrouilles des blindés, les postes fixes de garde où 5 ou 6 timorais sont obligés à passer la nuit et à battre des casseroles d'heure en heure. Et cela dans tout Timor, au moins de Dili a Lospalos...

Seulement à Dili il doit y avoir plus de 30 de ces postes. Il arrive même que les bonnets rouges s'amusent à tirer sur ces pauvres gens car ils savent bien qu'il n'y a que des timorais, en verité dans aucun poste on ne rencontre un civil indonésien à y passer la nuit; il y a peu encore pres de Baucau ils ont tiré et tué et blessé quelques timorais. Si le peuple est content avec les indonésiens que signifie ce système compliqué de laisser-passer beaucoup plus compliqué qu'un passeport où ne manque ni la taille, ni la couleur de la peau, des yeux, des cheveux, avec double pour archives, etc... Ainsi pour faire un pas hors de Dili c'est tout un processus compliqué par lequel il faut passer. Et en chemin la feuille n'est pas suffisante pour recevoir ces grands cachets militaires et signatures à chaque poste de contrôle militaire où l'on est obligé de s'arrêter. Il suffit de faire l'expérience du voyage Dili-Baucau (environ 100 Km) pour sentir l'oppression sur la route. L'armée indonésienne et les forces de police savent qu'ils ne contrôlent pas la 'volonté' des timorais, c'est pour cela que sont là ces bataillons, ces forces armées, cet appareil policier de répression et de représailles, pour mantenir tout le peuple de Timor sous un régime de la plus complète terreur...'

(Doc. 3)